

<< DONNER ME REND

HEUREUSE »

Propos recueillis par Frédéric ANTOINE.

- Que retenez-vous de cette opération de prise du pouls de l'opinion que vous venez de mener?

- Les gens ont des choses à dire. Même si ce sont des personnes à tendance plutôt fasciste rencontrées dans un café de la chaussée de Mons, un gars qui déteste les étrangers, ou des citoyens particulièrement virulents. Ils ont tous des blessures, et disent d'eux quelque chose qu'ils ont perdu. Quand on leur demande

« Quand on fait quelque chose de chouette, il arrive toujours quelque chose de chouette. »

quels étaient leurs moments heureux, leur visage s'allume parce qu'ils ont l'impression d'être respectés, écoutés. La politique les passionne, quoi qu'ils en disent. Mais ils ont le sentiment que le monde politique vit dans l'entresoi et les calculs. Et que leur voix se perd à cause des coali-

tions, des *deals* entre les partis. Il y a aussi beaucoup de peurs. Dont celle de la perte de pouvoir d'achat, même chez de jeunes étudiants plutôt nantis. Tout coûte plus cher... Pour certains, cette peur-là est presque plus présente que celle du changement climatique. On entend aussi un grand sentiment d'isolement. Comme me l'expliquait le curé doyen d'Anderlecht, l'administration n'est plus efficace. Les gens n'ont plus de relais. Les corps intermédiaires ont disparu. Par le passé, l'Église, les syndicats, les mutuelles etc., étaient autant de lieu où l'on pouvait se forger une opinion politique. Aujourd'hui, les gens sont seuls face au monde tel qu'il va.

- Alors, que font-ils?

- Ils se tournent vers les seuls qui viennent chez eux leur expliquer le monde, leur dire : « *Quand même, tout ça, c'est moche!* » Et ce sont les réseaux sociaux. Avec des gens qui diffusent des *fake news* qui n'aident personne, mais attisent la colère. Ou qui consolent, mais pas avec les bons arguments. Enfin, et ça aussi il faut l'entendre, même pour ceux qui n'en voient pas un de près, la question des étrangers est très présente. Ce qui ajoute à la sensation de perdre ses repères. Mais, par ailleurs, il y a du bonheur dans les endroits qui cultivent les associations, le lien social. Comme le village de Tellin, où on sentait les gens beaucoup moins perdus.

- Avec ces constats, que peuvent faire les politiques ?

- L'idéal serait qu'ils donnent l'impression d'être moins centrés sur eux-mêmes et plus sur les problèmes. Ces derniers temps, en se perdant dans des bagarres, ils ont parfois raté une occasion de montrer qu'ils étaient efficaces. Une dame m'a dit : « Qu'ils arrêtent de se disputer, parce que c'est indécent. » Je partage assez bien cette opinion. À un moment donné, il faut tenir compte de l'intérêt supérieur. Les politiques doivent aussi être encore mieux à l'écoute. Les permanences sociales qu'ils tenaient jadis avaient un rôle, sans doute perverti par le clientélisme. Mais on ne peut pas laisser les citoyens seuls. De même que nous, la presse, ne pouvons pas les abandonner face aux réseaux sociaux. Il faut recréer des lieux où discuter. Enfin, ils doivent faire ce qu'ils disent et éviter de grossir des problèmes qui vont

dans le sens des extrêmes, sans avoir le courage de défendre un autre point de vue. Par exemple sur la migration.

- Les partis politiques trouveront la force d'aller dans le sens de vos recommandations ?

- Je suis partagée face à l'idée qu'il y aurait une fatalité à ce que le monde passe par des horreurs pour peut-être retrouver, si l'état de la planète en laisse l'occasion, un équilibre et revenir aux valeurs de la démocratie. Comme s'il fallait qu'elle meure, qu'elle soit incarnée par d'horribles personnages, que les bassesses de l'âme humaine se remontrent au premier plan, pour qu'après on puisse se dire « *Plus jamais ça* », et qu'on recommence. Je suis assez dévastée par le fait que le "plus jamais ça", qui était celui de notre génération, n'est plus vrai.

- C'est le retour de l'expression « il faudrait une bonne guerre »?

- On a l'impression qu'il y a devant nous une sorte d'autoroute inévitable, et qu'on va devoir y aller. Je me demande souvent ce qu'on a raté pour que, à un moment donné, on soit partis dans cette direction. Si je m'inspire de la sagesse paysanne dans laquelle j'ai grandi, et afin de ne pas être étouffée par l'angoisse ou le désespoir, je me rappelle ceci : quand mon père commençait son champ de betteraves, s'il en regardait l'entièreté, il pouvait se dire qu'il n'allait pas y arriver. Car il fallait en enlever toutes les mauvaises herbes. Mais s'il y allait ligne par ligne, en fin de compte, il arrivait quand même au bout de son champ. Nous aussi devons continuer nos lignes. Traverser.

- Les racines de l'éditorialiste en chef du Soir plongent donc dans le monde agricole...

- Je viens d'un terreau plutôt agraire. Mon père était agriculteur, tout comme mon grand-père. Mon père n'a pas terminé ses études secondaires. Jusqu'à sa mort, il a dit que l'endroit où il était le plus heureux, c'était dans ses champs. Aux Isnes, près de Spy, on avait une jolie ferme en carré, dont mes parents étaient locataires. Ma maman provenait d'un milieu très modeste. Son père, asthmatique, était resté alité durant une année. Il en avait profité pour lire le dictionnaire français, alors qu'on ne parlait que wallon à la maison. Il était un homme assez froid, mais très moderne. Il voyageait, avait eu la première moto du village. Il lisait... Le Soir. L'endroit où il pratiquait sa connaissance du français. Il était très fier quand je suis entrée au journal. L'avenir s'est obscurci quand j'avais 6 ans, lorsque le propriétaire de la ferme l'a reprise. Un ami a alors proposé à mon père de gérer, à Spy, un commerce de charbon dans des bâtiments qui pouvaient aussi servir à des fins agricoles. La vente de charbon et de mazout est finalement devenue son occupation principale. Mon père était une sorte de bonté incarnée. L'ouverture aux gens lui était quelque chose de naturel. Cela a, pour moi, été très fondateur. Comme lui, j'ai toujours pensé que, quand on fait quelque chose de chouette, il arrive toujours quelque chose de chouette.

- Comment était la vie au village?

- À la maison, on allait à la messe tous les dimanches. Normalement, j'aurais dû aller à l'école catholique. Mais, quand on a repris le commerce de zéro, le bourgmestre socialiste a dit à mon père : « Si vous mettez votre fille à l'école communale, on vous prendra le charbon. » C'est ce qui s'est passé. Dans le village, c'était Peppone et Don Camillo. Il y avait deux clans. Normalement, les gens ne se rencontraient pas. Je n'ai découvert les filles de l'école catholique qu'au catéchisme, puis à ma communion. Mes parents étaient croyants. Mais l'architecture, l'Église, tout ça, ce n'était pas leur truc. Tout comme les partis politiques. On votait plutôt pour des personnalités. J'ai su très tôt qu'il y avait des socialistes et des catholiques, des croyants, des non-croyants. Mais qu'on pouvait aussi mélanger les deux.

- Une sorte de pluralisme avant la lettre...

- Cette idée qu'on pouvait tous se côtoyer socialement, que tous les gens du village pouvaient être réunis : il existe peu d'endroits comme cela aujourd'hui. Et là, c'était une espèce de diversité magnifique. Pour le catéchisme, il y avait un nouveau vicaire, Michel Vannoorenberghe. Un jeune flamand. Quelqu'un de très politisé, de très moderne, qui concevait que, même la religion, c'était réfléchir, s'amuser, faire bouger, rigoler... Il avait développé une section JOC très militante. Dans

« J'ai eu la chance que mes valeurs aient tout à fait correspondu à celles du Soir. »

certains combats et valeurs qui me sont chers, il a joué un rôle important. Tout comme ma professeure de Sainte-Marie Namur, Monique Fiévet, qui a aussi longtemps inspiré Philippe Hensmans à Amnesty. Encore aujourd'hui, je trouve que le texte des Béatitudes est extrê-

mement fort. Comme la figure de Jésus, qui était un militant qui boutait les gens du temple, où l'argent n'avait pas droit de cité... J'ai eu une chance inouïe d'avoir ce prêtre qui me rendait tellement libre et nous donnait une idée très moderne de l'Église catholique, où on pouvait être irrévérencieux. Avec l'idée que les pouvoirs ne pouvaient pas dicter les choses.

— Comment en êtes-vous venue au journalisme?

— J'avais un oncle et une tante journalistes correspondants de village pour *Vers L'Avenir*. Ils étaient des figures locales cruciales. Lui était instituteur aux Isnes et, tous les week-ends, travaillait sur les résultats sportifs. Elle faisait l'école aux petits et, le week-end, courait partout faire des reportages locaux. Ils m'ont quelquefois emmenée avec eux. L'idée m'est-elle venue de là ? Je ne sais pas.

- Vous vouliez vous préparer au journalisme. Mais un professeur des facultés de Namur vous incitera à plutôt prolonger vos études en économie au terme de vos candidatures en sciences politiques... Ce qui vous amènera à voyager en Inde, puis à aller pour votre mémoire au Fonds Monétaire International à Washington. Mais comment arrivez-vous alors au Soir?
- Pour remplir son cahier économique, le journal cherchait des étudiants. Un condisciple, contacté par *Le Soir*, a suggéré mon nom. J'ai écrit un texte, que j'ai moi-même porté à la rédaction, rue Royale. Trouvant mon article bien, la responsable des pages Économie, Catherine Ferrant, qui était le talent et la bienveillance incarnés, me proposera de faire un stage au journal... Il durera quatre mois, puis on m'offrira de faire des *piges*, que je combinerai avec plusieurs boulots. Finalement, on me trouvera un statut de stagiaire ONEM à l'équipe politique et économique. C'est ainsi que j'entrerai définitivement au journal. Cela me ramène toujours à ma devise : quand on fait quelque chose, il arrive quelque chose. J'ai posé mes valises au *Soir* en 1984 et je bénis le ciel de n'avoir jamais dû changer. J'ai pu tout y faire, j'ai pu défaire, et rester. C'est

tellement magnifique. J'ai eu beaucoup de chance. À part avoir beaucoup travaillé, ce que j'ai fait. À part être enthousiaste, ce que je suis. Pour le reste, de bonnes petites fées se sont penchées sur mon berceau.

- Vous entrez aux pages économiques, dont vous devenez cheffe en 1989. Puis on vous propose en 2001 le poste de rédactrice en chef. Vous y resterez dix ans
- Dix ans plus tard en effet, j'avais l'impression d'être au bout de mon chemin. Faire bouger les équipes dans un contexte de révolution internet, entre deux modèles économiques, était devenu pour moi très compliqué. Je me suis alors dit que c'était mieux que j'arrête. Le patron, Bernard Marchant, a d'abord essayé de m'en dissuader, mais il a fini par reconnaître qu'il y avait aussi trop sur les épaules du rédacteur en chef, à une époque où les mutations de la presse étaient tellement importantes. Il m'a alors proposé de devenir ce qu'étaient en Flandre des journalistes comme Luk Van der Kelen. Et on a créé en deux minutes le titre d"'éditorialiste en chef'. On m'avait dit que ce ne serait pas gagné de retourner "sur le tarmac" quand on a été grand chef. Mais les équipes et mes successeurs ont été formidables. Je n'étais pas faite nécessairement pour créer les éditos, ce n'était pas trop ma tasse de thé, mais cela s'est construit avec les équipes et avec bienveillance et générosité. Quand j'étais rédactrice en chef, on était dans une décennie de transition, où on tentait de conserver le modèle du quotidien généraliste de qualité. Le Soir est alors passé, en souffrant, de 120 000 à 70 000 exemplaires papier vendus par jour. Mais peut-être fallait-il faire ce chemin pour, après, pouvoir renaître autrement. Finalement, l'internet nous a aidés, sauvés. On a pu mieux être diffusé, rajeunir les lectorats, en se concentrant sur la publication de la news de qualité. Et en gardant les fondements du Soir.

- Éditorialiste, vous avez pu appliquer les valeurs que vous portiez depuis votre enfance ?

- J'ai eu la chance que mes valeurs aient tout à fait correspondu à celles du *Soir*: Quel bonheur de se trouver dans un endroit où on est totalement en phase avec ce qu'on est!

- Le Soir existe grâce à son éditorialiste et à ses opinions ?

- L'éditorial n'est pas l'élément le plus puissant du journal. Ou celui qui marque l'histoire. Par ailleurs, je n'écris pas l'opinion de Béatrice Delvaux, mais celle du Soir. En amont, je discute avec ceux qui travaillent le sujet, avec le chef de service, le rédacteur en chef. Le processus est très collectif. Je le porte, mais l'idée est que ce soit vraiment une position du journal. En ce qui concerne l'orientation du Soir, nous sommes certainement anti-extrême, défenseur des droits humains. Nous estimons qu'il y a une plus-value à l'existence de la Belgique dans un système comme le nôtre. On n'est pas pour le séparatisme, et contre les règlements de comptes purement communautaires. On trouve que les nationalismes sont dangereux. Nous sommes des défenseurs de l'éthique, de la déontologie politique et des pratiques, quel que soit le parti concerné. Notre rôle est clair : nous sommes un quatrième pouvoir, un contre-pouvoir. Comme le dit Albert Londres : « Notre métier n'est pas de suivre les processions avec des corbeilles de fleurs, n'est pas de faire plaisir ou de faire du tort, mais de porter la plume dans la plaie. »

- Si vous rencontriez Béatrice Delvaux, que lui diriez-vous ?

- Tu as eu beaucoup de chance, et des gens merveilleux autour de toi. Tu as eu une chance inouïe d'avoir rencontré des gens qui t'ont permis de ne pas t'égarer. ■

Pour lire l'intégralité de l'interview : \blacksquare $\underline{\text{magazine-appel.be/+-Le-plus-de-L-appel-+}}$